



Contre les crimes et l'oppression coloniale de l'État d'Israël, mais sans aucun soutien aux islamistes du Hamas : Solidarité avec les peuples israélien et palestinien !

Après l'opération militaire menée par le Hamas sur le territoire israélien, qui a fait près de 700 morts et 2 000 blessés, tous les gouvernements des pays riches, dont ceux des États-Unis et de la France, affirment leur soutien à Israël et à son gouvernement d'extrême droite dirigé par Netanyahou. Ce dernier promet maintenant de faire payer « un prix sans précédent » à tout le peuple palestinien qu'Israël opprime depuis des dizaines d'années et qu'il rend maintenant responsable de la politique des dirigeants islamistes du Hamas. La riposte de l'armée israélienne, suréquipée, s'annonce bien plus sanglante : lundi soir, il y avait déjà 500 morts à Gaza, des milliers de blessés et de sans-abris... 500 immeubles ont été détruits dans ce véritable ghetto surpeuplé et sous blocus, où la population palestinienne vit dans la misère. Et ce n'est que le début : le ministre de la Défense israélien a ordonné de couper l'alimentation en eau, en gaz et en électricité, déclarant qu'il combattait « des animaux ».

Notre solidarité va au peuple palestinien qui, depuis 75 ans, n'a connu que l'exode, la répression militaire, les ghettos de Gaza et de Cisjordanie et la misère.

Le Hamas ne se bat en rien pour la justice sociale et l'émancipation des peuples. C'est une organisation réactionnaire et obscurantiste, soutenue par des gouvernements tout aussi oppressifs que ses ennemis, à commencer par la république islamique d'Iran. Le massacre de centaines de civils israéliens creusera un peu plus le fossé de sang entre les populations israélienne et palestinienne. Il ne sert en rien la cause qu'il prétend défendre et permet à Netanyahou de tenter de faire l'unanimité derrière lui.

Les civils israéliens victimes des attaques du Hamas et des roquettes envoyées depuis Gaza subissent les conséquences de décennies de cette politique raciste, ségrégationniste et colonialiste de leur État.

Parmi tous ceux qui s'alignent aujourd'hui derrière Netanyahou, lesquels ont crié au « terrorisme » quand, en mai dernier, l'aviation israélienne a bombardé la bande de Gaza, détruisant une centaine d'immeubles et laissant 2 500 personnes sans abri ? Qui a protesté quand les bulldozers israéliens ont détruit en Cisjordanie des maisons palestiniennes pour faire place à de nouvelles colonies israéliennes ?

Netanyahou est contesté depuis des mois en Israël même par des manifestations massives contre son régime et ses projets de modifications de la

Constitution destinées à renforcer son pouvoir. Malheureusement en dehors d'une petite minorité d'opposants israéliens radicaux au racisme d'État, ces manifestations ne se sont pas étendues à la défense des droits des Palestiniens et Palestiniennes et contre les opérations militaires de colonisation dans les territoires pourtant officiellement accordés au peuple palestinien.

Tant que ce peuple sera enfermé dans les ghettos à Gaza et en Cisjordanie, tant qu'il subira destructions, occupation et massacres, le peuple israélien continuera lui aussi à vivre dans un état de guerre permanent. Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre !

C'est la solidarité des travailleurs, travailleuses et des pauvres d'Israël avec ceux et celles de Palestine qui permettrait d'infliger une défaite à l'État sioniste d'Israël.

Il faut qu'aujourd'hui s'exprime au niveau international une solidarité contre sa politique colonialiste. Une solidarité internationale qui permette de sortir les Palestiniens et les Palestiniennes de l'isolement et d'encourager la classe ouvrière et la jeunesse israéliennes à rompre avec leur État et sa politique raciste.

Personne au bout du fil

Les collègues du CRC (centre relation clients) à Montgeron sont attaqués par la direction. Après nous avoir assuré qu'aucun poste n'était menacé par la fusion PSO-CIF, elle leur a annoncé la fermeture du CRC pour 2027 ! A eux de se débrouiller pour se reclasser, tout ça pour dégager toujours plus de bénéfices pour les actionnaires.

Lundi 2 octobre, ils étaient massivement en grève, soutenus par d'autres collègues. Nous avons tous des raisons d'être inquiets et en colère, car c'est le début d'une restructuration qui pourrait nous impacter de près ou de loin. Exigeons que le nouveau directeur remballe son projet de fermeture, pas question de laisser passer ça.

Laissez nous sortir !

Sur le site du Pecq, les problèmes matériels s'accumulent. Après avoir travaillé dans des bureaux sans clim cet été, maintenant, c'est le portillon piéton de la rue Wilson qui ne marche plus. Il avait déjà fait des siennes dans le passé, mais là ça fait deux semaines qu'il est bloqué. Ce serait bien qu'il fonctionne au moins pour sortir !

Le travail tue : 700 morts par an

Chaque jour en France, deux personnes meurent au travail. Et c'est un chiffre qui menace d'empirer, tant la pression sur les conditions de travail s'aggrave. Le gouvernement annonce une campagne de prévention. Mais ce sont toutes les lois « travail » de ces dernières années qui ont entraîné ces dégradations profitant financièrement au patronat et nuisant à la sécurité des travailleurs. La sous-traitance en cascade, le travail en intérim, détaché, sans parler des salariés en situation de non-droit, le gouvernement s'en lave les mains. Et les statistiques ne tiennent pas compte des camouflages, sous-déclarations et postes aménagés bidons, qui sont autant d'économies pour les entreprises.

C'est à nous, collectivement, de dire STOP dès que la rentabilité prend le pas sur notre santé ou notre sécurité.

Le capitalisme nuit à notre santé

Victimes d'accidents du travail, de maladies ou de burn-out, vous êtes soupçonnés de prendre des « arrêts maladie de complaisance ». Comme le gouvernement ne veut surtout pas toucher aux profits mais couper dans les dépenses publiques, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale prévoit de contrôler davantage les arrêts maladie en permettant aux médecins agréés par les entreprises de suspendre toutes les indemnités s'ils jugent l'arrêt irrecevable ! À quand la fin des profits de complaisance pour les patrons qui nous fliquent, à l'aide de médecins aux ordres ?

Nos bas salaires nous démangent bien plus

Nous sommes abreuvés de news sur les punaises de lit. Ça pique, ça gratte, c'est une nuisance, souvent pour les plus défavorisés. Surtout quand des sociétés facturent 800 euros pour dépunaiser !

Mais ceux qui grattent nos revenus, nous piquent notre fric, siègent dans les conseils d'administration des grands groupes capitalistes ou dans les fauteuils ministériels. Alors la priorité est de nous débarrasser de ces parasites d'actionnaires et autres nuisibles du gouvernement !

Haut-Karabakh : les marchands de mort sur les rangs

Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères, a indiqué depuis Erevan que Paris allait assurer « la livraison de matériel militaire à l'Arménie ». Ainsi la France se prépare à ce qu'elle sait faire le mieux : exporter des armes. Des centaines de milliers de réfugiés survivent dans des conditions épouvantables et, si une guerre éclate, les souffrances humaines seront incommensurables ? Qu'importe, pour nos gouvernants, ce qui compte c'est que les actionnaires des Dassault, Thales, Nexter et autres marchands de mort encaissent toujours plus de profit. Vivement la révolution.

Lutter pour vivre et non survivre !

Avec une inflation entre 16 % et 30 % sur un an pour l'alimentaire, l'essence ou l'énergie, la colère monte. Et ce n'est pas le bla-bla de la « conférence sociale » sur les bas salaires à laquelle Macron invite les syndicats lundi prochain qui apportera quoi que ce soit. Les profits des capitalistes, eux, dépassent ceux de l'avant-Covid : 142 milliards d'euros en 2022 pour les 40 plus grandes entreprises en France (le CAC 40), dont 80 milliards reversés en dividendes aux actionnaires. Ils ne tombent pas du ciel, c'est nous qui les créons par notre travail.

Il nous faut au moins

- 400 euros de plus par mois pour tous et toutes ;
- 2 000 euros de salaire minimum ;
- aucune pension, aucun minimum social inférieur à ce montant.

Vendredi 13 octobre, participons nombreux à la journée de grève et manifestations sur les salaires lancée par les syndicats. Le lendemain, le 14, beaucoup de collectifs de Gilets jaunes appellent à manifester contre la vie chère. Ces journées ne suffiront pas pour faire plier Macron et les patrons. Mais nous pouvons les mettre à profit pour renouer des liens, discuter des étapes suivantes, et renforcer le camp de celles et ceux qui veulent lutter. Toutes et tous ensemble, nous pouvons arracher de quoi vivre et non survivre.